

Cela n'empêche pas le peuple de s'intéresser vivement à un problème particulier à un moment donné, telle par exemple, la guerre au Vietnam. Somme toute, le sondage fait au pays l'été dernier, et indiquant que la politique étrangère figure au premier rang des questions importantes de l'heure traduit l'inquiétude profonde que fait naître chez beaucoup de Canadiens le conflit interminable dont le Vietnam est le théâtre.

Le gouvernement partage cette préoccupation et participe par tous les moyens possibles à l'effort international qui cherche à mettre un terme aux hostilités. Malheureusement, tous les efforts que d'autres et nous-mêmes avons tentés pour trouver une équation satisfaisante pour la "désescalade", c'est-à-dire un ensemble de mesures que les deux parties jugeraient acceptables et pourraient prendre plus ou moins simultanément, n'ont pas réussi à gagner leur adhésion.

A la suite de nos sondages diplomatiques depuis un an et demi, nous sommes convaincus que le moyen d'arriver à atténuer le conflit et à créer une atmosphère propice à des entretiens réside dans la cessation des bombardements du Vietnam du Nord.

IL n'y a, évidemment, aucune garantie absolue que la suspension des bombardements mènera nécessairement et immédiatement à l'amorce d'entretiens. Il nous semble cependant que la suspension unilatérale des bombardements créerait une situation entièrement nouvelle ou le Vietnam du Nord subirait des pressions internationales considérables qui l'inciteraient à entamer des négociations ou des entretiens préliminaires, étant donné surtout qu'il a jusqu'ici tellement insisté sur ce point. Toute attitude inflexible de la part du Vietnam du Nord, advenant une telle suspension des bombardements, ferait retomber sur lui la grave responsabilité de cette guerre tragique et de l'impasse où elle est engagée.

Tout en demandant publiquement la cessation des bombardements, nous avons établi bien clairement que l'obligation de rétablir la paix est réciproque et qu'il serait tout à fait illusoire d'imposer à un seul côté, soit aux États-Unis, l'entière responsabilité des démarches et concessions essentielles à cette fin. A moins que la décision de suspendre les bombardements entraîne des concessions tangibles de la part du Vietnam du Nord, les chances que les entretiens ultérieurs portent vraiment des fruits s'en trouveraient diminuées et il faudrait même envisager sérieusement le danger d'un retour à des mesures militaires qui prendraient peut-être une ampleur encore plus considérable.

J'espère que le Vietnam du Nord saisira lui-même la valeur de cette thèse et que les pays qui entretiennent avec lui des relations plutôt étroites sauront user également de leur influence dans l'intérêt de la paix, afin qu'on s'engage dans la voie d'un règlement pacifique.

Deux points, me semble-t-il, sont essentiels dans les rapports qui doivent exister entre le public et le gouvernement: premièrement, tout citoyen